



PREFET DE LA SAVOIE

Direction départementale
de la cohésion sociale et de la
protection des populations

Service protection et santé
animales et installations
classées pour la protection de
l'environnement

ARRETÉ PRÉFECTORAL portant mise en demeure

**Société Albertvilloise de Récupération
Commune de Tournon**

LE PRÉFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V, et notamment son article L.514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1989 autorisant la Société Albertvilloise de Récupération à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux sur le territoire de la commune de Tournon ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 7 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que la Société Albertvilloise de Récupération effectue des opérations de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux en dehors de l'emprise autorisée ;

CONSIDERANT que les activités précitées contreviennent aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1989 et notamment de son article 1 qui définit l'emprise de son établissement ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La Société Albertvilloise de Récupération qui exploite une installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux sur le territoire de la commune de Tournon, est mise en demeure de respecter les dispositions fixées à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1989 définissant l'emprise de son activité sur le territoire de la commune de Tournon.

Pour ce faire, la Société Albertvilloise de Récupération mènera les actions suivantes :

- **dès notification de l'arrêté**, cesser toute activité de tri, transit et regroupement de déchets métalliques en dehors de l'emprise autorisée par l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 septembre 1989 ;
- **sous un délai de trois mois**, évacuer la totalité des déchets entreposés en dehors de l'emprise autorisée de son établissement de Tournon.

Article 2 :

Les délais impartis dans le présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Si, à l'expiration des délais fixés à l'article 1^{er} du présent arrêté, l'exploitant n'a pas satisfait aux obligations contenues dans le même article, il pourra être fait application des mesures prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues par le même code.

Article 3 :

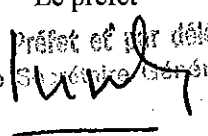
Le présent arrêté sera notifié à la Société Albertvilloise de Récupération.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à monsieur le Maire de Tournon.

Chambéry, le **12 DEC. 2012**

Le préfet
Pour le **Préfet et par délégation,**
Le Secrétaire général,


Cyrille LE VELY